

Droit pénal et sciences criminelles (fiche nationale)

RNCP38200 · RNCP · Publiée

L'essentiel

Niveau de qualification	Niveau 7
Sigle	MASTER — Master
Code(s) NSF	120, 128, 344
Formacode(s)	13219, 13267, 14297, 42807
Code(s) ROME	K1903, K1704, K2401, K2502, K1902
Type d'enregistrement	Enregistrement de droit
Date d'échéance	31/12/2028

Certificateur(s)

MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE · SIRET : 11004401300040

UNIVERSITE CLERMONT AUVERGNE · SIRET : 13002806100013

CY CERGY PARIS UNIVERSITE · SIRET : 13002597600015

UNIVERSITE MARIE ET LOUIS PASTEUR (UMLP) · SIRET : 93810656400017

UNIVERSITE DE LIMOGES · SIRET : 19870669900321

UNIVERSITE DE MONTPELLIER · SIRET : 13002979600013

NANTES UNIVERSITE · SIRET : 13002974700016

UNIVERSITE DE BESANCON - UNIVERSITE DE FRANCHE-COMTE · SIRET : 19251215000363

UNIVERSITE DE REIMS CHAMPAGNE-ARDENNE (URCA) · SIRET : 19511296600799

UNIVERSITE DE BORDEAUX · SIRET : 13001835100010

UNIVERSITE DE LORRAINE · SIRET : 13001550600012

UNIVERSITE GRENOBLE ALPES · SIRET : 13002608100013

UNIVERSITE PARIS EST CRETEIL VAL DE MARNE · SIRET : 19941111700013

UNIVERSITE D'AIX MARSEILLE · SIRET : 13001533200013

UNIVERSITE DE STRASBOURG · SIRET : 13000545700010

<https://www.unistra.fr/>

UNIVERSITE DE PAU ET DES PAYS DE L'ADOUR (UPPA) · SIRET : 19640251500270

UNIVERSITE DE LILLE · SIRET : 13002975400012

UNIVERSITE DE POITIERS · SIRET : 19860856400375

UNIVERSITE PARIS NANTERRE · SIRET : 19921204400010

UNIVERSITE PARIS 1 PANTHEON SORBONNE · SIRET : 19751717000019

UNIVERSITE TOULOUSE CAPITOLE · SIRET : 13003061200019

UNIVERSITE PARIS-PANTHEON-ASSAS · SIRET : 13002995200012

UNIVERSITE LYON 3 JEAN MOULIN · SIRET : 19692437700282

Partenaires habilités

6 organismes habilités, d'après la liste publiée par France compétences : 3 à former et organiser l'évaluation et 3 à former.

Organisme	SIRET	Habilitation
ASSAS EXECUTIVE EDUCATION	93506081400016	Former et organiser l'évaluation
FORMASUP PARIS ILE-DE-FRANCE	42071817300065	Former
FORMASUP PROVENCE ALPES COTE D'AZUR	39391439500057	Former
INSTITUT CATHOLIQUE DE LILLE	77562424000013	Former et organiser l'évaluation
JURISCAMPUS	51772736800030	Former et organiser l'évaluation
UNION UNIVERSITE ECONOMIE	41197343100033	Former

Résumé de la certification

OBJECTIFS ET CONTEXTE

Le master est un diplôme national de l'enseignement supérieur conférant à son titulaire le grade universitaire de master. Il confère les mêmes droits à tous ses titulaires, quel que soit l'établissement qui l'a délivré.

Le master atteste l'acquisition d'un socle de connaissances et de compétences majoritairement adossées à la recherche dans un champ disciplinaire ou pluridisciplinaire. Le master prépare à la poursuite d'études en doctorat comme à l'insertion professionnelle immédiate après son obtention et est organisé pour favoriser la formation tout au long de la vie.

Les parcours de formation en master tiennent compte de la diversité et des spécificités des publics accueillis en formation initiale et en formation continue

ACTIVITÉS VISÉES

- Elaboration de projets d'actions de prévention de la délinquance, d'actions de sécurité publique
- Conseil aux mises en cause et aux victimes dans le cadre d'une procédure pénale
- Suivi de dossier et de contentieux en matière pénale
- Contribution à la recherche scientifique, notamment par la publication d'articles, dans le domaine du droit pénal et des sciences criminelles
- Informations et conseils relatifs au risque pénal, à destination de personnes morales, de droit privé ou de droit public, ou des personnes physiques
- Rédaction de rapports et d'actes de procédures
- Rédaction de consultation juridique
- Veille juridique en droit pénal et sciences criminelles
- Organisation d'une procédure pénale
- Produire une expertise dans les affaires criminelles et pénales
- Résoudre à l'amiable un conflit dans le cadre d'une médiation pénale
- Elaboration d'une stratégie d'argumentation écrite et orale
- Soutien d'un projet de recherche en droit pénal et sciences criminelles
- Participation à une équipe éditoriale juridique

COMPÉTENCES ATTESTÉES

Compétences transversales

- Identifier les usages numériques et les impacts de leur évolution sur le ou les domaines concernés par la mention
- Se servir de façon autonome des outils numériques avancés pour un ou plusieurs métiers ou secteurs de recherche du domaine
- Mobiliser des savoirs hautement spécialisés, dont certains sont à l'avant-garde du savoir dans un domaine de travail ou d'études, comme base d'une pensée originale
- Développer une conscience critique des savoirs dans un domaine et/ou à l'interface de plusieurs domaines
- Résoudre des problèmes pour développer de nouveaux savoirs et de nouvelles procédures et intégrer les savoirs de différents domaines
- Apporter des contributions novatrices dans le cadre d'échanges de haut niveau, et dans des contextes internationaux
- Conduire une analyse réflexive et distanciée prenant en compte les enjeux, les problématiques et la complexité d'une demande ou d'une situation afin de proposer des solutions adaptées et/ou innovantes en respect des

évolutions de la réglementation

- Identifier, sélectionner et analyser avec esprit critique diverses ressources spécialisées pour documenter un sujet et synthétiser ces données en vue de leur exploitation
 - Communiquer à des fins de formation ou de transfert de connaissances, par oral et par écrit, en français et dans au moins une langue étrangère
 - Gérer des contextes professionnels ou d'études complexes, imprévisibles et qui nécessitent des approches stratégiques nouvelles
 - Prendre des responsabilités pour contribuer aux savoirs et aux pratiques professionnelles et/ou pour réviser la performance stratégique d'une équipe
 - Conduire un projet (conception, pilotage, coordination d'équipe, mise en œuvre et gestion, évaluation, diffusion) pouvant mobiliser des compétences pluridisciplinaires dans un cadre collaboratif
 - Analyser ses actions en situation professionnelle, s'autoévaluer pour améliorer sa pratique dans le cadre d'une démarche qualité
 - Respecter les principes d'éthique, de déontologie et de responsabilité sociale et environnementale
 - Prendre en compte la problématique du handicap et de l'accessibilité dans chacune de ses actions professionnelles
- Compétences spécifiques de la mention
- Analyser les enjeux juridiques d'une situation factuelle afin d'opérer la bonne qualification juridique et déterminer la règle applicable
 - Construire les stratégies contentieuses d'argumentation en identifiant les questions juridiques dans un litige afin d'en analyser la teneur et d'y répondre
 - Concevoir, à destination des particuliers ou des entreprises, des documents de compréhension et d'aide à la décision sur toutes les problématiques liées au droit privé afin d'éclairer leurs actions
 - Traiter les informations émanant de sources juridiques (jurisprudence, textes ...)
 - Produire une analyse juridique et stratégique permettant de répondre à des problématiques liées au droit privé ou pénal
 - Analyser la jurisprudence afin d'en maîtriser la portée et le contenu pertinents dans le contexte
 - Traiter les aspects juridiques de dossiers pour en permettre l'analyse
 - Conseiller dans des situations de litige impliquant la mise en œuvre du droit privé ou pénal
 - Mettre en place des veilles juridiques générales ou sectorielles
 - Elaborer des projets d'actions de prévention de la délinquance, d'actions de sécurité publique
 - Identifier les problématiques juridiques des différentes stratégies de l'entité afin de protéger ses intérêts
 - Proposer des stratégies juridiques pour l'entité
 - Travailler en équipe pour gérer un projet juridique
 - Identifier et respecter l'environnement juridique dans lequel évolue l'entité pour en tenir compte
 - Procéder à une veille juridique générale et sectorielle
 - Identifier les compétences et attributions des différents services internes et externes à l'entité
 - Identifier des outils de prévention et gestion des risques juridiques de l'organisation pour les mettre en œuvre
 - Prendre part au pilotage de l'entité afin de protéger ses intérêts
 - Identifier et analyser les objectifs, besoins et contraintes ainsi que l'environnement d'une entité afin d'orienter la prise de décision
 - Identifier les enjeux et contraintes des politiques pénale, pénitentiaire et de réinsertion
 - Présenter les différentes options juridiques susceptibles de répondre aux objectifs et besoins
 - Exposer les opportunités et risques des différentes options de façon à permettre la prise de décision (bilan coût/avantage des options)
 - Recouper les faits à partir de différentes sources
 - Qualifier les faits
 - Identifier les qualifications pénales et les procédures applicables
 - Définir une stratégie procédurale
 - Solliciter des demandes d'acte de procédure
 - Rédiger des actes de procédure
 - Dialoguer avec les autorités de poursuites et les acteurs de la procédure pénale
 - Respecter les délais de procédure
 - Identifier les points litigieux en évaluant les risques
 - Elaborer une stratégie contentieuse permettant de défendre les intérêts de l'entité ou du particulier
 - Identifier les sujets d'actualité

- Assurer une veille doctrinale et jurisprudentielle
- Assister les auteurs de publications
- Proposer des corrections d'épreuves d'articles
- Assurer une veille des appels d'offre de financement de la recherche
- Identifier les besoins des lecteurs (étudiants, professionnels)
- Solliciter des auteurs, universitaires ou professionnels

Dans certains établissements, d'autres compétences spécifiques peuvent permettre de décliner, préciser ou compléter celles proposées dans le cadre de la mention au niveau national. Pour en savoir plus se reporter au site de l'établissement.

Blocs de compétences

RNCP38200BC01 — Mettre en oeuvre les usages avancés et spécialisés des outils numériques

LISTE DE COMPÉTENCES

- Identifier les usages numériques et les impacts de leur évolution sur le ou les domaines concernés par la mention
- Se servir de façon autonome des outils numériques avancés pour un ou plusieurs métiers ou secteurs de recherche du domaine

MODALITÉS D'ÉVALUATION

Chaque certificateur accrédité met en œuvre les modalités qu'il juge adaptées : rendu de travaux, mise en situation, évaluation de projet, etc. Ces modalités d'évaluation peuvent être adaptées en fonction de la voie d'accès à la certification

RNCP38200BC02 — Mobiliser et produire des savoirs hautement spécialisés

LISTE DE COMPÉTENCES

- Mobiliser des savoirs hautement spécialisés, dont certains sont à l'avant-garde du savoir dans un domaine de travail ou d'études, comme base d'une pensée originale
- Développer une conscience critique des savoirs dans un domaine et/ou à l'interface de plusieurs domaines
- Résoudre des problèmes pour développer de nouveaux savoirs et de nouvelles procédures et intégrer les savoirs de différents domaines
- Apporter des contributions novatrices dans le cadre d'échanges de haut niveau, et dans des contextes internationaux
- Conduire une analyse réflexive et distanciée prenant en compte les enjeux, les problématiques et la complexité d'une demande ou d'une situation afin de proposer des solutions adaptées et/ou innovantes en respect des évolutions de la réglementation

MODALITÉS D'ÉVALUATION

Chaque certificateur accrédité met en œuvre les modalités qu'il juge adaptées : rendu de travaux, mise en situation, évaluation de projet, etc. Ces modalités d'évaluation peuvent être adaptées en fonction de la voie d'accès à la certification

RNCP38200BC03 — Mettre en oeuvre une communication spécialisée pour le transfert de connaissances

LISTE DE COMPÉTENCES

- Identifier, sélectionner et analyser avec esprit critique diverses ressources spécialisées pour documenter un sujet et synthétiser ces données en vue de leur exploitation
- Communiquer à des fins de formation ou de transfert de connaissances, par oral et par écrit, en français et dans au moins une langue étrangère

MODALITÉS D'ÉVALUATION

Chaque certificateur accrédité met en œuvre les modalités qu'il juge adaptées : rendu de travaux, mise en situation, évaluation de projet, etc. Ces modalités d'évaluation peuvent être adaptées en fonction de la voie d'accès à la certification

RNCP38200BC04 — Contribuer à la transformation en contexte professionnel

LISTE DE COMPÉTENCES

- Gérer des contextes professionnels ou d'études complexes, imprévisibles et qui nécessitent des approches stratégiques nouvelles
- Prendre des responsabilités pour contribuer aux savoirs et aux pratiques professionnelles et/ou pour réviser la performance stratégique d'une équipe
- Conduire un projet (conception, pilotage, coordination d'équipe, mise en œuvre et gestion, évaluation, diffusion) pouvant mobiliser des compétences pluridisciplinaires dans un cadre collaboratif
- Analyser ses actions en situation professionnelle, s'autoévaluer pour améliorer sa pratique dans le cadre d'une démarche qualité
- Respecter les principes d'éthique, de déontologie et de responsabilité sociale et environnementale
- Prendre en compte la problématique du handicap et de l'accessibilité dans chacune de ses actions professionnelles

MODALITÉS D'ÉVALUATION

Chaque certificateur accrédité met en œuvre les modalités qu'il juge adaptées : rendu de travaux, mise en situation, évaluation de projet, etc. Ces modalités d'évaluation peuvent être adaptées en fonction de la voie d'accès à la certification

RNCP38200BC05 — Analyser, assister, et conseiller sur des problématiques de droit pénal

LISTE DE COMPÉTENCES

- Analyser les enjeux juridiques d'une situation factuelle afin d'opérer la bonne qualification juridique et déterminer la règle applicable
- Construire les stratégies contentieuses d'argumentation en identifiant les questions juridiques dans un litige afin d'en analyser la teneur et d'y répondre
- Concevoir, à destination des particuliers ou des entreprises, des documents de compréhension et d'aide à la décision sur toutes les problématiques liées au droit privé afin d'éclairer leurs actions
- Traiter les informations émanant de sources juridiques (jurisprudence, textes...)
- Produire une analyse juridique et stratégique permettant de répondre à des problématiques liées au droit privé ou pénal
- Analyser la jurisprudence afin d'en maîtriser la portée et le contenu pertinents dans le contexte
- Traiter les aspects juridiques de dossiers pour en permettre l'analyse
- Conseiller dans des situations de litige impliquant la mise en œuvre du droit privé ou pénal
- Mettre en place des veilles juridiques générales ou sectorielles
- Elaborer des projets d'actions de prévention de la délinquance, d'actions de sécurité publique

MODALITÉS D'ÉVALUATION

Chaque certificateur accrédité met en œuvre les modalités qu'il juge adaptées : rendu de travaux, mise en situation, évaluation de projet, etc. Ces modalités d'évaluation peuvent être adaptées en fonction de la voie d'accès à la certification

RNCP38200BC06 — Gérer la protection des intérêts juridiques d'une entité à l'aide des dispositions et outils du droit pénal

LISTE DE COMPÉTENCES

- Identifier les problématiques juridiques des différentes stratégies de l'entité afin de protéger ses intérêts
- Proposer des stratégies juridiques pour l'entité
- Travailler en équipe pour gérer un projet juridique
- Identifier et respecter l'environnement juridique dans lequel évolue l'entité pour en tenir compte
- Procéder à une veille juridique générale et sectorielle
- Identifier les problématiques juridiques des différentes stratégies de l'entité afin de protéger ses intérêts
- Proposer des stratégies juridiques pour l'entité
- Travailler en équipe pour gérer un projet juridique
- Identifier et respecter l'environnement juridique dans lequel évolue l'entité pour en tenir compte
- Procéder à une veille juridique générale et sectorielle
- Identifier les compétences et attributions des différents services internes et externes à l'entité
- Identifier des outils de prévention et gestion des risques juridiques de l'organisation pour les mettre en œuvre
- Prendre part au pilotage de l'entité afin de protéger ses intérêts

MODALITÉS D'ÉVALUATION

Chaque certificateur accrédité met en œuvre les modalités qu'il juge adaptées : rendu de travaux, mise en situation, évaluation de projet, etc. Ces modalités d'évaluation peuvent être adaptées en fonction de la voie d'accès à la certification

RNCP38200BC07 — Fournir un appui juridique à la prise de décision à l'aide des dispositions et outils du droit pénal

LISTE DE COMPÉTENCES

- Identifier et analyser les objectifs, besoins et contraintes ainsi que l'environnement d'une entité afin d'orienter la prise de décision
- Identifier les enjeux et contraintes des politiques pénale, pénitentiaire et de réinsertion
- Présenter les différentes options juridiques susceptibles de répondre aux objectifs et besoins
- Exposer les opportunités et risques des différentes options de façon à permettre la prise de décision (bilan coût/avantage des options)

MODALITÉS D'ÉVALUATION

Chaque certificateur accrédité met en œuvre les modalités qu'il juge adaptées : rendu de travaux, mise en situation, évaluation de projet, etc. Ces modalités d'évaluation peuvent être adaptées en fonction de la voie d'accès à la certification

RNCP38200BC08 — Déclencher, et suivre une procédure pénale

LISTE DE COMPÉTENCES

- Recouper les faits à partir de différentes sources
- Qualifier les faits
- Identifier les qualifications pénales et les procédures applicables
- Définir une stratégie procédurale
- Solliciter des demandes d'acte de procédure
- Rédiger des actes de procédure

MODALITÉS D'ÉVALUATION

Chaque certificateur accrédité met en œuvre les modalités qu'il juge adaptées : rendu de travaux, mise en situation, évaluation de projet, etc. Ces modalités d'évaluation peuvent être adaptées en fonction de la voie d'accès à la certification

RNCP38200BC09 — Gérer une procédure à l'aide des dispositions et outils du droit pénal

LISTE DE COMPÉTENCES

- Dialoguer avec les autorités de poursuites et les acteurs de la procédure pénale
- Respecter les délais de procédure
- Identifier les points litigieux en évaluant les risques
- Élaborer une stratégie contentieuse permettant de défendre les intérêts de l'entité ou du particulier

MODALITÉS D'ÉVALUATION

Chaque certificateur accrédité met en œuvre les modalités qu'il juge adaptées : rendu de travaux, mise en situation, évaluation de projet, etc. Ces modalités d'évaluation peuvent être adaptées en fonction de la voie d'accès à la certification

RNCP38200BC10 — Fournir un appui à la recherche, l'édition et la publication scientifique dans les domaines du droit pénal et des sciences criminelles

LISTE DE COMPÉTENCES

- Identifier les sujets d'actualité
- Assurer une veille doctrinale et jurisprudentielle
- Assister les auteurs de publications
- Proposer des corrections d'épreuves d'articles
- Assurer une veille des appels d'offre de financement de la recherche
- Identifier les besoins des lecteurs (étudiants, professionnels)
- Solliciter des auteurs, universitaires ou professionnels

MODALITÉS D'ÉVALUATION

Chaque certificateur accrédité met en œuvre les modalités qu'il juge adaptées : rendu de travaux, mise en situation,

évaluation de projet, etc. Ces modalités d'évaluation peuvent être adaptées en fonction de la voie d'accès à la certification

Secteur d'activité et type d'emploi

- SECTEURS D'ACTIVITÉS
- 58-14 Editions de revues et périodiques
 - 69-10 Activités juridiques
 - 80-10 Activités de sécurité privée
 - 84-11 Administration publique générale
 - 84-21 Affaires étrangères
 - 84-22 Défense
 - 84-23 Justice
 - 84-24 Activité d'ordre public et de sécurité
 - 85-60 Activités de soutien à l'enseignement

- TYPE D'EMPLOIS ACCESSIBLES
- Médiateur pénal
 - Cadre de l'éducation surveillée, de la Protection Judiciaire de la Jeunesse (PJJ)
 - Cadre dans les entreprises de Banque, Assurance, Sécurité
 - Cadre d'association socio-éducative
 - Juriste au sein d'association d'aide aux victimes
 - Juriste d'entreprise
 - Juriste de collectivités territoriales
 - Juriste en cabinet d'avocat
 - Assistant de justice auprès d'un magistrat
 - Criminologue
- Après réussite à un concours :
- Avocat
 - Magistrat
 - Fonctionnaire de catégorie A et A+ (police, gendarmerie, administration pénitentiaire)

Marché du travail

Indicateurs au niveau des familles professionnelles (FAP) des métiers visés, agrégés au niveau national — France Travail / DARES (open data).

Tension de recrutement (DARES 2024)	Élevée (4/5) Moyenne pondérée par l'emploi ; les familles ci-dessous s'échelonnent de 2 à 4 sur 5.
Facteurs principaux	Non-attractivité salariale, Intensité d'embauche, Inadéquation géographique
Salaire médian (mensuel)	2 119 €
Familles professionnelles (FAP)	L5X91 — Juristes et avocats · tension 3/5 (Modérée) N1X91 — Chercheurs (sauf industrie et enseignement supérieur) · tension 2/5 (Faible) P3X90 — Professionnels du droit · tension 4/5 (Élevée) T3X61 — Agents de sécurité et de surveillance · tension 4/5 (Élevée)
Projets de recrutement (BMO 2026)	29 676
Jugés difficiles à recruter	47 %
Emplois saisonniers	20 %

Familles professionnelles (FAP)

L5X91 — Juristes et avocats
N1X91 — Chercheurs (sauf industrie et enseignement supérieur)
P3X90 — Professionnels du droit
T3X61 — Agents de sécurité et de surveillance

Voies d'accès

MODALITÉS D'ACCÈS

Formation initiale, Formation continue, Apprentissage, Contrat de professionnalisation, VAE

COMPOSITION DU JURY — FORMATION INITIALE, FORMATION CONTINUE, APPRENTISSAGE, CONTRAT DE PROFESSIONNALISATION

Leur composition comprend :

- une moitié d'enseignants-chercheurs, d'enseignants ou de chercheurs participant à la formation
- des professionnels qualifiés ayant ou non contribué aux enseignements

COMPOSITION DU JURY — VAE

Articles L6411-1 à L6423-3 du Code du travail

Financement en alternance (NPEC)

Niveau de prise en charge d'un contrat d'apprentissage par les OPCO, fixé par France compétences par branche professionnelle (CPNE).

Prise en charge usuelle	6 864 €
Selon la branche	6 852 € – 7 452 €
Prise en charge	Branches concernées
6 864 €	Valeur par défaut · 210 branches
7 452 €	CPNEFP dans les établissements d'enseignement privés sous contrat
7 100 €	CPNE Banque
6 852 €	CPNEFP de la métallurgie

Base légale

Date d'échéance de l'enregistrement	31/12/2028
Date de dernière délivrance possible	31/12/2031

Liens avec d'autres certifications

ANCIENNES VERSIONS

RNCP32278

Pour plus d'informations

LIEN VERS LE DESCRIPTIF

<https://www.uca.fr/>
<https://www.univ-amu.fr/>
<https://www.u-bordeaux.fr/>
<https://www.univ-lille.fr/>
<https://www.unilim.fr/>
<https://www.univ-lorraine.fr/>
<https://www.umontpellier.fr/>

<https://www.univ-nantes.fr/>
<https://www.univ-pau.fr/>
<https://www.univ-poitiers.fr/>
<https://www.univ-reims.fr/>
<https://www.unistra.fr/>
<https://www.univ-grenoble-alpes.fr/>
<https://www.univ-lyon3.fr/>
<https://www.pantheonsorbonne.fr/>
<https://www.parisnanterre.fr/>
<https://www.u-pec.fr/>
<http://www.assas-universite.fr/>
<https://www.ut-capitole.fr/>

Fiche officielle (France Compétences)

<https://www.francecompetences.fr/recherche/rncp/38200/>

Où se former

Formations référencées	15
Organismes	7
Régions couvertes	6
Prix indicatif	2 000 € – 11 033 €
Durée	280 – 1022 h

Offre de formation — MonCompteFormation (Caisse des Dépôts), licence ouverte.

Se former en apprentissage

Formations en apprentissage	3
Organismes gestionnaires (CFA)	3
Organismes formateurs	3
Régions couvertes	3
Départements couverts	3
Organismes certifiés Qualiopi	3
Formations à distance	1
Sessions	de 10/2025 à 08/2028

Catalogue des formations en apprentissage — réseau des Carif-Oref. Sans frais pour l'alternant : formation financée par l'OPCO de la branche (NPEC).

Entrées et sorties de formation

Entrées en formation	17
Parcours menés à terme	10
Taux d'achèvement	59 %
Période	10/2024 – 06/2026

Entrées et sorties — Caisse des Dépôts (open data), tous organismes confondus.

Demande CPF — formations engagées

Dossiers CPF engagés	20
Montant total engagé	79 993 €
Coût moyen par dossier	4 000 €
Durée moyenne	180 h
Période	07/2024 – 07/2026
France compétences	53 %
Reste à charge titulaire	44 %
Régions	3 %

Formations engagées via le CPF — Caisse des Dépôts (open data), tous organismes confondus.